

L'ajournement

fermeture entraînera la perte de 15,000 emplois et de 30 millions de dollars annuellement. Cette base offrait plus de 40 p. 100 de tous les emplois dans la région de Miramichi. La ville de Moncton sera également touchée par cette décision. Il faut aussi imputer au gouvernement la suspension du projet Mitel qui devait s'élever à des millions de dollars.

Et voilà maintenant que suite au budget qui ne tient nullement compte de ce problème persistant, on a perdu tout espoir d'améliorer l'économie des provinces atlantiques et surtout d'atténuer le chômage massif qui sévit dans cette région. Encore une fois le ministre des Finances n'a pas réussi à trouver une solution à la stagnation économique et au chômage chronique qui affligent la région de l'Atlantique. La région connaît le taux de chômage le plus élevé au Canada—14.5 p. 100—et il menace d'empirer. En fait, tous les indicateurs laissent présager que le dernier budget pourrait encore aggraver le chômage.

Il y a une solution de rechange à ces mises à pied, une solution très faisable et constructive à ces mises à pied prolongées, aussi indésirables qu'inutiles. Les cheminots du CN qui sont actuellement mis à pied pourraient être chargés de l'entretien et de la réparation des rails et les préparer en vue de l'époque où les affaires reprendront. Cette politique obtient l'appui des employés du CN, qui sont désireux de garder leur travail.

Une grande partie du matériel du CN n'est pas bien entretenue et cette période de marasme serait le moment choisi pour réparer et maintenir le matériel roulant ainsi que les voies, les ponts, etc. Il y a eu trois déraillements graves au cours des huit derniers mois dans la région des Maritimes, lesquels sont directement attribuables au mauvais état du matériel roulant ou de la voie. Il ne s'est pas agi d'erreurs humaines. Ces déraillements ont coûté des millions de dollars en opérations de nettoyage, en marchandises et en matériel perdus. On aurait pu utiliser cette somme à meilleur escient et de façon plus sûre pour donner du travail aux cheminots en les chargeant de maintenir ce matériel en parfait état.

Si les employés gardaient leur emploi et étaient chargés d'entretenir le matériel, le CN serait mieux à même d'acheminer un plus grand nombre de marchandises, lorsque les affaires reprendront. Je suis sûr qu'il n'a pas l'intention de refuser des contrats parce qu'il n'a pas le matériel voulu pour faire le travail. Ce serait tout simplement de la mauvaise gestion.

J'ai sous la main un télégramme provenant de la Fédération du travail du Nouveau-Brunswick et m'informant d'une motion adoptée à l'unanimité par la Fraternité en vue de condamner le CN et le CP qui ont l'intention de prolonger la fermeture des ateliers principaux annoncée plus tôt. Voici ce que l'on peut lire dans ce télégramme:

Ces mises à pied mettront au chômage des milliers de cheminots dans tout le pays, aggravant encore une situation déjà catastrophique. L'appui que le gouvernement libéral fédéral donne à cette mesure prouve qu'il méprise totalement la dignité des travailleurs, qui veulent jouer un rôle productif au sein de la société.

Les répercussions de ces mises à pied aggraveront sans nul doute les problèmes qui assaillent l'économie. On a prévenu les cheminots du CN qu'ils seraient mis à pied pour 13 semaines. Cela représente trois mois et une semaine. Il s'agit de trois mois et une semaine pendant lesquels les familles devront se serrer la ceinture et vivre sans revenu, ce qui provoquera un manque à gagner irrécupérable pour le monde des affaires. Ces personnes veulent travailler, elles sont fières et indépendantes. Elles veulent les 13 semaines de travail et la garantie d'avoir

un emploi. J'espère que l'attitude intransigeante et insensible manifestée par le gouvernement à l'égard des Canadiens ne s'appliquera pas également à cette situation.

Hier soir, le ministre des Finances (M. MacEachen) a enlevé le dernier espoir à de nombreux Canadiens qui croyaient encore que le gouvernement allait relancer l'économie et créer de nouveaux emplois. Les économistes prévoient que la situation va encore s'aggraver avant de s'améliorer. Le licenciement évitable et improductif de 3,000 employés ne va pas améliorer les choses mais ne fera qu'aggraver nos épreuves.

Le ministre des Transports avait la possibilité d'aider 750 personnes de la région de Moncton et 2,300 autres de tout le Canada en maintenant leurs emplois, en sauvegardant leur fierté et leur dignité et en empêchant que la situation ne se dégrade dans les régions touchées. Je recommande au ministre des Transports d'exhorter le CN et le CP à donner du travail à ces gens cet été en leur faisant entretenir le matériel ferroviaire. Ce travail, il faut le faire, et cette initiative permettrait aux cheminots qui ont les compétences voulues de conserver leur dignité en travaillant pour gagner leur vie.

• (2215)

Le gouvernement a la responsabilité vis-à-vis de nos concitoyens d'assurer un climat économique prospère et je cite en substance le ministre des Finances:

«Les Canadiens veulent savoir comment nous pouvons remettre notre économie sur les rails de la croissance, comment nous pouvons permettre à l'industrie d'investir, de se développer et de fournir les emplois dont nos citoyens ont besoin. Un million deux cent cinquante mille d'entre nous sont au chômage. Plus de gens encore arrivent difficilement à joindre les deux bouts, face à une inflation et à des taux d'intérêt élevés. Nous souffrons tous, d'une façon ou d'une autre, de la récession qui frappe l'économie. Nous cherchons tous un moyen d'en sortir.»

Le ministre a ajouté que le budget visait à offrir à nos concitoyens le moyen de sortir de la récession et d'accélérer la relance par des mesures immédiates. Comme le gouvernement a été élu par les Canadiens pour présider aux destinées de notre pays, la balle est dans son camp. Je l'invite donc à attaquer. On n'amorcera certes pas la relance en licenciant 3,000 cheminots.

Il semble que le gouvernement soit prêt à se faire du capital sur le dos des retraités, du personnel des forces armées et des travailleurs productifs. En tant que membre du Parlement, je dois continuer, au nom des habitants de la région de l'Atlantique, à essayer de faire entendre raison au gouvernement bien qu'il soit complètement sourd et qu'il ait l'esprit totalement sclérosé.

M. Jesse P. Flis (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je tiens à féliciter le député de Fundy-Royal (M. Corbett) d'avoir parlé en des termes aussi vigoureux au nom des électeurs de cette région. Toutefois, je voudrais rappeler au député que le Canadien National doit livrer la même concurrence que toute autre compagnie privée. Lorsque l'activité économique ralentit, il doit faire face aux mêmes difficultés financières que les autres compagnies canadiennes, tant publiques que privées. Si, en tant que société de la Couronne, on demande au CN de se retirer du marché, il faut que le gouvernement lui accorde une aide financière très importante.